 Direction des énergies Direction de l'ingénierie et de la maîtrise d'œuvre projet Ligne projet bâtiments et infrastructures Projet SAFETY	Classement <b>1.2.02</b>	Page 1/33
	Référence : <b>SFT-CEA-QSSE-CDC-APD-001</b>	Indice <b>A</b>

### TITRE :

**CAHIER DES CHARGES RELATIF A UNE PRESTATION DE COORDONNATEUR SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE EN PHASE DE CONCEPTION PUIS DE REALISATION DU PROJET SAFETY.**

### Champ d'application et résumé :

Le présent cahier des charges a pour objet de décrire la prestation de Coordonnateur Sécurité et Protection de la Santé (CSPS) à effectuer dans le cadre du projet SAFETY durant la phase de conception et de réalisation du chantier.

### Destinataires

DG/CEACAD/DSTG/SMA/BPRT A.LODDO

### Historique des évolutions d'indice

Indice	Date	Commentaires / Objet de l'évolution d'indice
A	16/10/2024	Edition initiale

<b>Nom</b>	Emeline Giordanengo	Jean-Luc Fabre	Fanny DERASSE
<b>Visa</b>			
	<b>RÉDACTEUR(S)</b>	<b>VÉRIFICATEUR(S)</b>	<b>APPROBATEUR</b>

En l'absence d'accord ou de contrat, la diffusion des informations contenues dans ce document auprès d'un organisme tiers extérieur au CEA est soumise à l'accord du Directeur de la Direction des Energies.


Cadre de réalisation du document.

Durée d'archivage : 3 ans


### CLASSIFICATION

DR	S	TS	sans
			<b>X</b>

Document propriété du CEA – Reproduction et diffusion externes au CEA soumises à l'autorisation de l'émetteur


 Direction des énergies Direction de l'ingénierie et de la maîtrise d'œuvre projet Ligne projet bâtiments et infrastructures Projet SAFETY	Classement <b>1.2.02</b>	Page 2/33
	Référence : <b>SFT-CEA-QSSE-CDC-APD-001</b>	Indice <b>A</b>

<p><b><u>Niveau de protection du marché</u></b></p> <p>Marché de défense ou sécurité (MDS) : <input type="checkbox"/> oui* <input checked="" type="checkbox"/> non</p> <p>(si oui, le marché doit être soit sensible soit classifié)</p> <p>Cocher la case :</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Libre</p> <p> <input type="checkbox"/> Sensible*      <input type="checkbox"/> sans enquête administrative      <input type="checkbox"/> avec enquête administrative  <input type="checkbox"/> Classifié*      <input type="checkbox"/> avec accès      <input type="checkbox"/> avec détention      <input type="checkbox"/> Secret      <input type="checkbox"/> Très secret  <input type="checkbox"/> Spécial France </p> <p><b><u>Protection des informations (application de l'arrêté du 9 août 2021 - IGI 1300)</u></b></p> <p>Cocher la case :</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Le présent cahier des charges / DCE ne contient aucune information sensible ; il peut être mis en ligne sur la plateforme dématérialisée du CEA</p> <p><input type="checkbox"/> Le présent cahier des charges / DCE contient des informations sensibles (et non classifiées) : sa mise en ligne sur la plateforme dématérialisée du CEA doit se faire par conteneur crypté.</p>	
* Signature Correspondant Sécurité Département  Jean GEORGES	Visa :


 Direction des énergies Direction de l'ingénierie et de la maîtrise d'œuvre projet Ligne projet bâtiments et infrastructures Projet SAFETY	Classement <b>1.2.02</b>	Page 3/33
	Référence : <b>SFT-CEA-QSSE-CDC-APD-001</b>	Indice <b>A</b>

## SOMMAIRE

<b>1. Documents de référence .....</b>	<b>5</b>
1.1. TEXTES REGLEMENTAIRES.....	5
1.2. PRINCIPAUX TEXTES CEA .....	5
<b>2. Glossaire .....</b>	<b>5</b>
<b>3. Contexte et Objet du document.....</b>	<b>7</b>
<b>4. Organisation CEA - DIMP et SRTM.....</b>	<b>8</b>
4.1. LA DIMP .....	8
4.2. LE SRTM .....	9
<b>5. Présentation du projet.....</b>	<b>10</b>
5.1. GENERALITES .....	10
5.2. ORGANISATION ET AVANCEMENT DU PROJET .....	11
<b>6. Les acteurs du projet – Rôles et responsabilités .....</b>	<b>13</b>
6.1. LA MAITRISE D'OUVRAGE .....	13
6.2. LE CSPS – PRINCIPES GENERAUX .....	14
6.3. LA MAITRISE D'ŒUVRE INTERNE .....	15
6.4. LES TITULAIRES DE MARCHES DE TRAVAUX .....	15
6.5. ASSISTANCES AU PROJET.....	16
<b>8 Organisation du titulaire.....</b>	<b>16</b>
8.1 Echanges avec le CEA .....	16
8.2 Qualifications du titulaire.....	17
8.3 Continuité de service .....	18
8.4 Exigences CEA - incompatibilité avec la Mission CSPS .....	18
8.5 Résiliation.....	19
<b>9 Description de la prestation.....</b>	<b>19</b>
9.1 Détails des missions de la part ferme : Mission du CSPS attendue relative à la conception .....	19
9.2 Détails des missions de la part optionnelle : Mission du CSPS attendue relative à la réalisation ...	23
9.2.1 Description des missions de l'option 1 .....	23
A - Conformément à l'article R.4532-13 du Code du travail .....	23
B - Obligations particulières :.....	25
C - Présence du CSPS.....	26
- Sur le chantier .....	26
- Aux réunions de suivi des travaux .....	26
D - Information de la maîtrise d'ouvrage .....	26
9.2.2 Description des missions de l'option 2.....	27

 Direction des énergies Direction de l'ingénierie et de la maîtrise d'œuvre projet Ligne projet bâtiments et infrastructures Projet SAFETY	Classement <b>1.2.02</b>	Page 4/33
	Référence : <b>SFT-CEA-QSSE-CDC-APD-001</b>	Indice <b>A</b>

9.2.3 Description des missions de l'option 3 .....	27
9.2.4 Description des missions de l'option 4 .....	27
9.2.5 Condition de levée d'option.....	27
<b>10 Durée de la prestation .....</b>	<b>28</b>
<b>10 Livrables.....</b>	<b>28</b>
<b>11 Modalités d'exécution de la prestation.....</b>	<b>29</b>
11.1 Autorité dévolue au Titulaire .....	29
11.2 Lieu d'exécution de la prestation et horaires de travail .....	30
11.2.1 Lieu d'exécution et accès .....	30
11.2.2 Moyens.....	30
11.2.3 Horaires de travail.....	30
11.3 Sous-traitance .....	31
<b>12 Modalités de suivi de la prestation .....</b>	<b>31</b>
12.1 Réunion d'enclenchement du marché.....	31
12.2 Réunions d'avancement.....	32
12.3 Réunion de clôture de la prestation.....	32
<b>13 Assurance de la qualité.....</b>	<b>33</b>

 Direction des énergies Direction de l'ingénierie et de la maîtrise d'œuvre projet Ligne projet bâtiments et infrastructures Projet SAFETY	Classement <b>1.2.02</b>	Page 5/33
	Référence : <b>SFT-CEA-QSSE-CDC-APD-001</b>	Indice <b>A</b>

## 1. DOCUMENTS DE REFERENCE

### 1.1. TEXTES REGLEMENTAIRES


- [1] La loi n°93-1418 du 31 décembre 1993 relative aux opérations de bâtiments et de génie civil en vue d'assurer la sécurité et de protéger la santé des travailleurs.
- [2] Le décret n°94-1159 du 26 décembre 1994 relatif à l'intégration de la sécurité et à l'organisation de la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé lors des opérations de bâtiment ou de génie civil.
- [3] Le décret n°2003-68 du 24 janvier 2003 relatif à la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé lors des opérations de bâtiment ou de génie civil.
- [4] L'arrêté du 7 mars 1995 relatif à la formation des coordonnateurs et des formateurs de coordonnateurs en matière de sécurité et de santé ainsi qu'à l'agrément des organismes de formation.
- Notamment codifiés dans le code du travail aux articles L. 4531-1 à L.4532-18 et R.4532-1 à R.4532-98.
- [5] Arrêté du 23 juin 2015 relatif aux ICPE lié à la rubrique 2797
- [6] Arrêté du 13/07/98 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous l'une ou plusieurs des rubriques nos 4110,4709,4713,4736 ou 4737

### 1.2. PRINCIPAUX TEXTES CEA


- [7] Les conditions Générales d'Achat (édition janvier 2022) applicables aux marchés passés par le CEA
- [8] Le règlement intérieur du CEA/CADARACHE et le système de management de la qualité, de la sécurité et de l'Environnement (QSE) du centre de CADARACHE.
- [9] Guide Sécurité DIMP 861 SURSE NTE 20 008

## 2. GLOSSAIRE

Sigle	Définition
<b>CACES</b>	Certificat d'Aptitude à la Conduite En Sécurité
<b>CCTG</b>	Cahier des Clauses Techniques Générales
<b>CCTP</b>	Cahier des Clauses Techniques Particulières
<b>CFA</b>	Courants Faibles
<b>CFO</b>	Courants Forts
<b>CLS</b>	Commission Locale de Sécurité
<b>CQSE</b>	Cellule Qualité Sécurité Environnement
<b>CSPS</b>	Coordonnateur Sécurité et Protection de la Santé
<b>CTC</b>	Contrôle Technique (ou Contrôleur Technique) de Construction
<b>DAST</b>	Demande d'Autorisation de Sous-Traitances
<b>DCE</b>	Dossier de Consultation des Entreprises
<b>DES</b>	Direction des Energies
<b>DET</b>	Direction de l'Exécution des Travaux
<b>DIMP</b>	Direction de l'Ingénierie et de la Maîtrise d'œuvre des Projets

 Direction des énergies Direction de l'ingénierie et de la maîtrise d'œuvre projet Ligne projet bâtiments et infrastructures Projet SAFETY	Classement <b>1.2.02</b>	Page 6/33
	Référence : <b>SFT-CEA-QSSE-CDC-APD-001</b>	Indice <b>A</b>

<b>DIUO</b>	Dossier d'Intervention Ulérieure sur Ouvrage
<b>DOE</b>	Dossier de l'ouvrage Exécuté
<b>DPGF</b>	Décomposition de Prix Globale et Forfaitaire
<b>FLS</b>	Formation Locale de Sécurité
<b>GEF</b>	Groupe Electrogène Fixe
<b>GO</b>	Gros Œuvre
<b>MOA</b>	Maitrise d'Ouvrage
<b>MOE</b>	Maitrise d'OEuvre
<b>OPC</b>	Ordonnancement Pilotage Coordination
<b>OPR</b>	Opérations Préalable à la Réception
<b>PGCSPS</b>	Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé
<b>PIC</b>	Plan d'Implantation Chantier
<b>PAQSE</b>	Plan d'Assurance Qualité Sécurité Environnement
<b>PPSPS</b>	Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé
<b>PPH</b>	Protection PHysique
<b>REX</b>	Retour d'EXpérience
<b>RJC</b>	Registre Journal de Coordination
<b>SRTM</b>	Service Réalisation, suivi Travaux et Mise en service
<b>TCE</b>	Tout Corps d'Etat
<b>TM</b>	Titulaire de Marché de travaux
<b>VAO</b>	Vu Avec Observation
<b>VSO</b>	Vu Sans Observation

 Direction des énergies Direction de l'ingénierie et de la maîtrise d'œuvre projet Ligne projet bâtiments et infrastructures Projet SAFETY	Classement <b>1.2.02</b>	Page 7/33
	Référence : <b>SFT-CEA-QSSE-CDC-APD-001</b>	Indice <b>A</b>

### 3. CONTEXTE ET OBJET DU DOCUMENT

**Pour les phases de conception d'une part (niveau APD), puis de réalisation d'autre part (part optionnelle) de l'un de ses projets présentés ci-après, le CEA/DES/DIMP souhaite consulter un ensemble d'entreprises pour confier à l'une d'entre elles une prestation de Coordonnateur Sécurité et Protection de la Santé (CSPS). Un avis sera également demandé sur le dossier d'APS, disponible au moment de l'enclenchement du marché.**

Le présent cahier des charges a pour objet de fixer les exigences et les attendus d'une prestation de coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé pour la conception et la réalisation des travaux de l'installation **SAFETY**, ci-après désigné « l'Ouvrage », située sur le centre CEA de CADARACHE.

Le chantier est classé de **1<sup>ère</sup> catégorie** au sens de l'article R.4532-1 du code du travail.

Le présent cahier des charges définit en particulier le contenu de la mission confiée au Titulaire, l'autorité que le Pilote Opérationnel lui confère par rapport à l'ensemble des intervenants dans l'opération, ainsi que les moyens qu'il met à sa disposition.


Cette mission de coordination SPS est confiée au Titulaire conformément aux dispositions de la loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993 et à ses textes d'application (entre autres décrets n° 94.1159 du 26/12/94 et n° 2003-68 du 24 janvier 2003).

**Le Titulaire désigné sera réputé connaître toutes les dispositions législatives et réglementaires relatives à la sécurité du chantier et à la santé des travailleurs pouvant s'appliquer à l'opération susvisée.**

**Le Titulaire s'oblige à assurer l'information préalable, suffisante et continue des différents intervenants pour qu'ils puissent être pleinement opérationnels lors des périodes de remplacement programmées ou non.**

Le Coordonnateur de sécurité est chargé de la mise en œuvre des Principes Généraux de Prévention (L.4121-2 du Code du Travail) à tous les niveaux de l'élaboration de l'ouvrage jusqu'à son achèvement sans oublier les contraintes liées à l'entretien ultérieur de l'installation.

- **La partie de la mission couvrant la phase de conception constituera la tranche ferme du marché.**
- **La partie de la mission correspondant à la phase de réalisation fait l'objet de tranches optionnelles.**

 Direction des énergies Direction de l'ingénierie et de la maîtrise d'œuvre projet Ligne projet bâtiments et infrastructures Projet SAFETY	Classement <b>1.2.02</b>	Page 8/33
	Référence : <b>SFT-CEA-QSSE-CDC-APD-001</b>	Indice <b>A</b>

## 4. ORGANISATION CEA - DIMP ET SRTM

### 4.1. LA DIMP

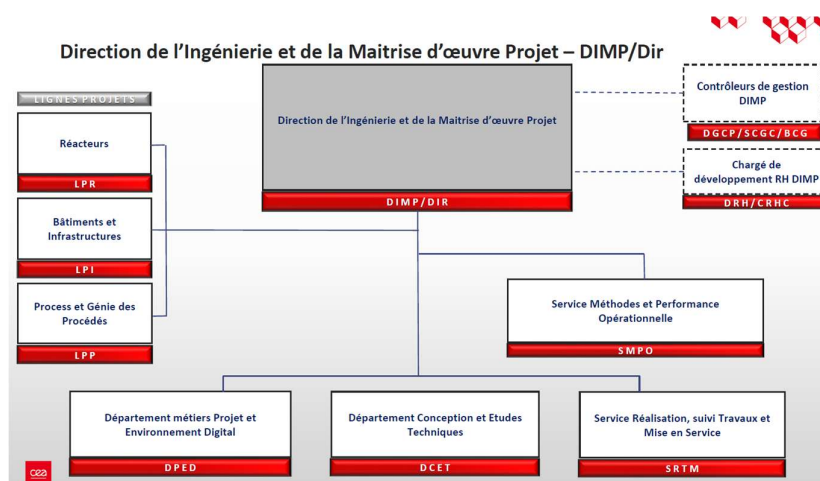
La Direction de l'Ingénierie et de la Maîtrise d'œuvre des Projets (DIMP) est une direction d'ingénierie et d'expertise dont la mission principale est de prendre en charge les projets de construction et de rénovation de la Direction des Energies (DES), de l'étude d'opportunité seule jusqu'à la maîtrise d'œuvre complète, en passant par la réalisation des phases Etudes ou le support technique et l'expertise métiers.

Les projets de la DIMP comprennent :

- Des Installations Nucléaires de Base (INB),
- Des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE), nucléaires ou non,
- Des Bâtiments conventionnels,
- Des Opérations de terrassement et VRD.


L'organigramme ci-après présente les différents départements, services et groupes constitutifs de la DIMP :

- L'échelon Direction assure le pilotage global des activités.
- Les lignes de projet constituent l'axe opérationnel de pilotage et de réalisation des projets.
- Le SMPO assure un soutien transverse aux différents projets, et pilote notamment les thématiques, plan de charge, Planning/Côût/Risques, les référentiels méthodologiques management de projet et qualité, le management des contrats.
- Le DPED comprend un service métier projet, un service système ingénierie et configuration, et un service environnement digital mis en œuvre dans le cadre du pilotage global des projets.
- Le DCET assure les différentes activités d'ingénierie / études des projets. Il est organisé en services métier : expertise et sûreté nucléaire, procédés / ventilation / fluides, génie civil / géologie / géotechniques, mécanique / chaudronnerie, électricité / contrôle-commande.
- Le SRTM intervient dans la conception puis le suivi de réalisation des projets, au travers d'activités chantier, inspection et essais (cf. ci-après)



Organisation DIMP



 Direction des énergies Direction de l'ingénierie et de la maîtrise d'œuvre projet Ligne projet bâtiments et infrastructures Projet SAFETY	Classement <b>1.2.02</b>	Page 9/33
	Référence : <b>SFT-CEA-QSSE-CDC-APD-001</b>	Indice <b>A</b>

## 4.2. LE SRTM

Au sein de la DIMP, le Service Réalisation, Suivi de Travaux et Mise en Service (SRTM) a pour fonctions principales le suivi de chantier, l'ordonnancement, la sécurité, l'environnement, la gestion des déchets chantier, l'inspection usine et chantier, le suivi de qualification et des essais.

Ces fonctions se déclinent en missions principales suivantes :

- Organiser, assurer et vérifier la méthodologie et le déploiement de la sécurité des opérations, assurer la remontée des indicateurs sécurité, proposer et animer les plans d'actions,
- Réaliser les études, les notes techniques de constructibilité et les plans de coordination internes,
- Vérifier et valider les études, les notes techniques de constructibilité et les plans de coordination des prestataires,
- Valider l'intégrité de la construction, participer à la démonstration de la conformité,
- Confirmer la performance des équipements et des systèmes,
- Garantir les conditions opérationnelles de sûreté, de sécurité et de fiabilité.

Le SRTM est implanté sur le site de Cadarache. Il intervient sur les sites de Marcoule, Cadarache et Saclay sur les projets de la DIMP. Il est organisé autour :

- D'un échelon direction (SRTM/DIR).
- D'un groupe Suivi de Chantier et Sécurité (GSCS).
- D'un groupe Inspection et Essais (GIE).
- De coordonnateurs techniques site assurant un lien opérationnel entre les métiers GIE / GSCS et les projets sur les sites CEA autres que Cadarache.

Au sein du SRTM/GSCS, les Ingénieurs Sécurité Projet (ISP) conseillent et accompagnent les chefs de projet et RMOA en matière de prévention et d'organisation de la sécurité tout au long du projet.

**A ce titre, les ISP contribuent à la contractualisation, au pilotage et au suivi contractuel et opérationnel de la mission CSPS en phase conception et réalisation.**

## 5. PRESENTATION DU PROJET

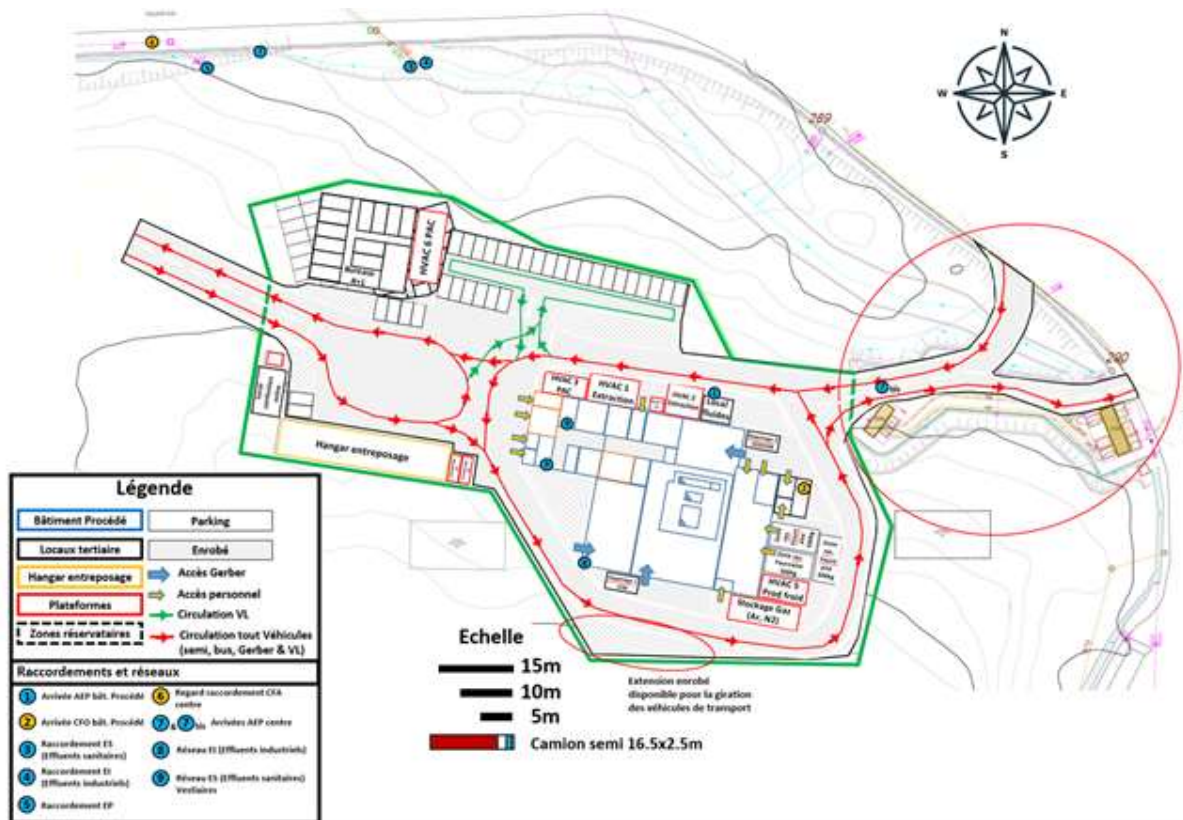
### 5.1. GENERALITES

La compréhension des phénomènes se produisant dans un réacteur nucléaire en situation d'accident grave est un prérequis essentiel sur lequel doivent s'appuyer les réflexions liées à la définition de moyens de mitigations afférents, garants d'une démonstration de sûreté robuste.


La plate-forme expérimentale actuelle PLINIUS, ICPE située sur le site CEA de Cadarache mise en service en 1997, a permis jusqu'à ce jour d'étudier et de modéliser le comportement du corium, pour les générateurs de 2<sup>ème</sup> et 3<sup>ème</sup> générations, notamment ses interactions avec les matériaux et fluides environnants.

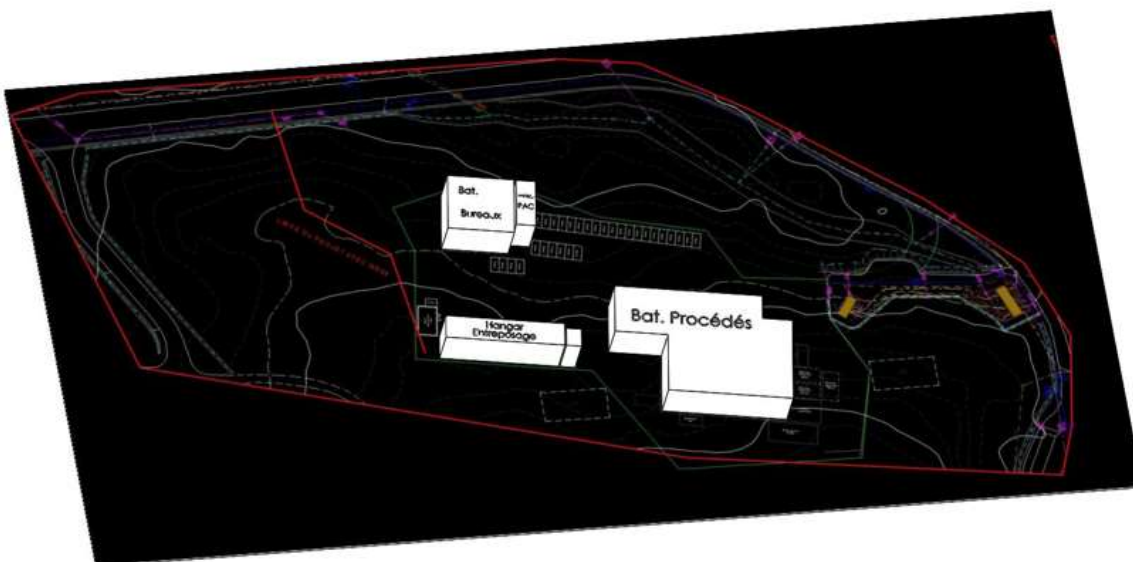
Le retour d'expérience acquis depuis, mais aussi l'évolution des filières nucléaires, ont montré la nécessité de conduire des expérimentations dont la mise en œuvre dépasse les limites fonctionnelles de l'installation.

Dans ce contexte, le projet d'une nouvelle ICPE dénommée SAFETY a pour vocation de prendre le relais de PLINIUS par une extension importante de ses fonctionnalités, et la mise en place d'un plateau expérimental évolutif.



Plan d'implantation prévisionnel de l'installation SAFETY

 Direction des énergies Direction de l'ingénierie et de la maîtrise d'œuvre projet Ligne projet bâtiments et infrastructures Projet SAFETY	Classement <b>1.2.02</b>	Page 11/33
	Référence : <b>SFT-CEA-QSSE-CDC-APD-001</b>	Indice <b>A</b>



Implantation 3D de l'installation SAFETY

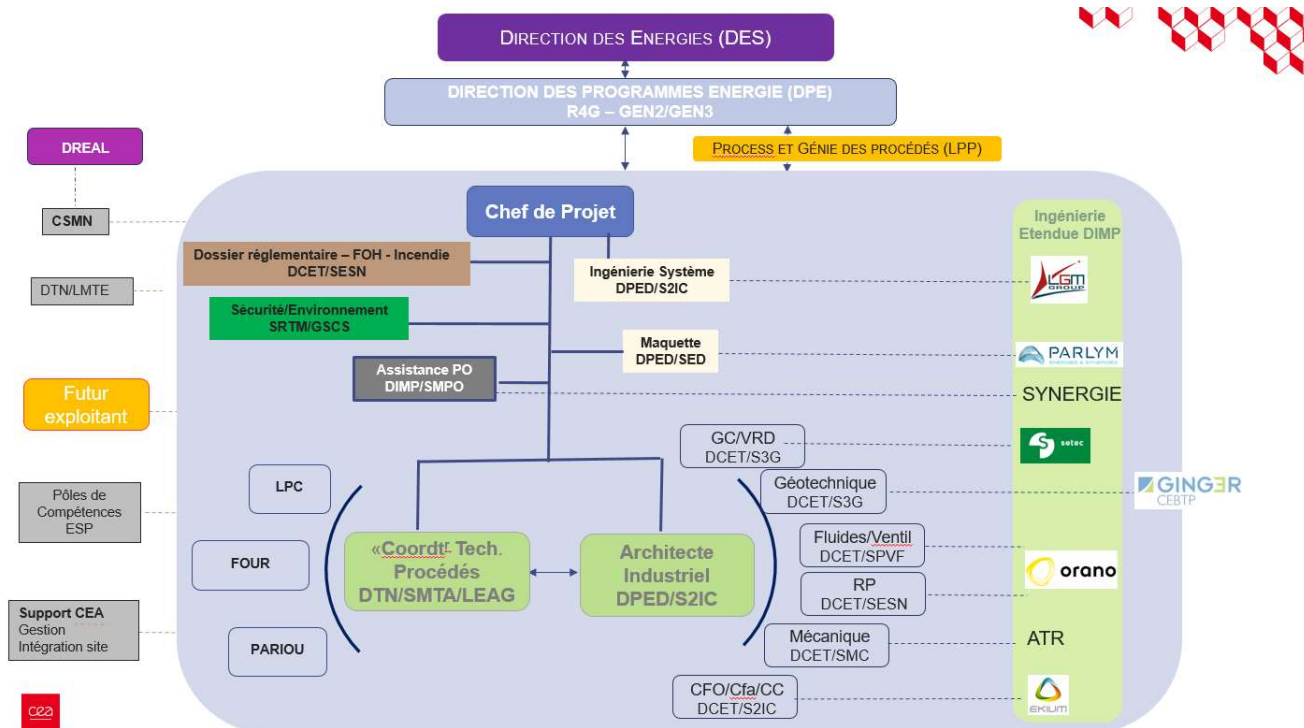
Une présentation des procédés développés dans l'installation sera proposée lors de la réunion préalable sur site obligatoire pour répondre à la présente consultation.


## 5.2. ORGANISATION ET AVANCEMENT DU PROJET

Le projet est conduit en MOE interne.

L'organisation de principe du projet est la suivante :

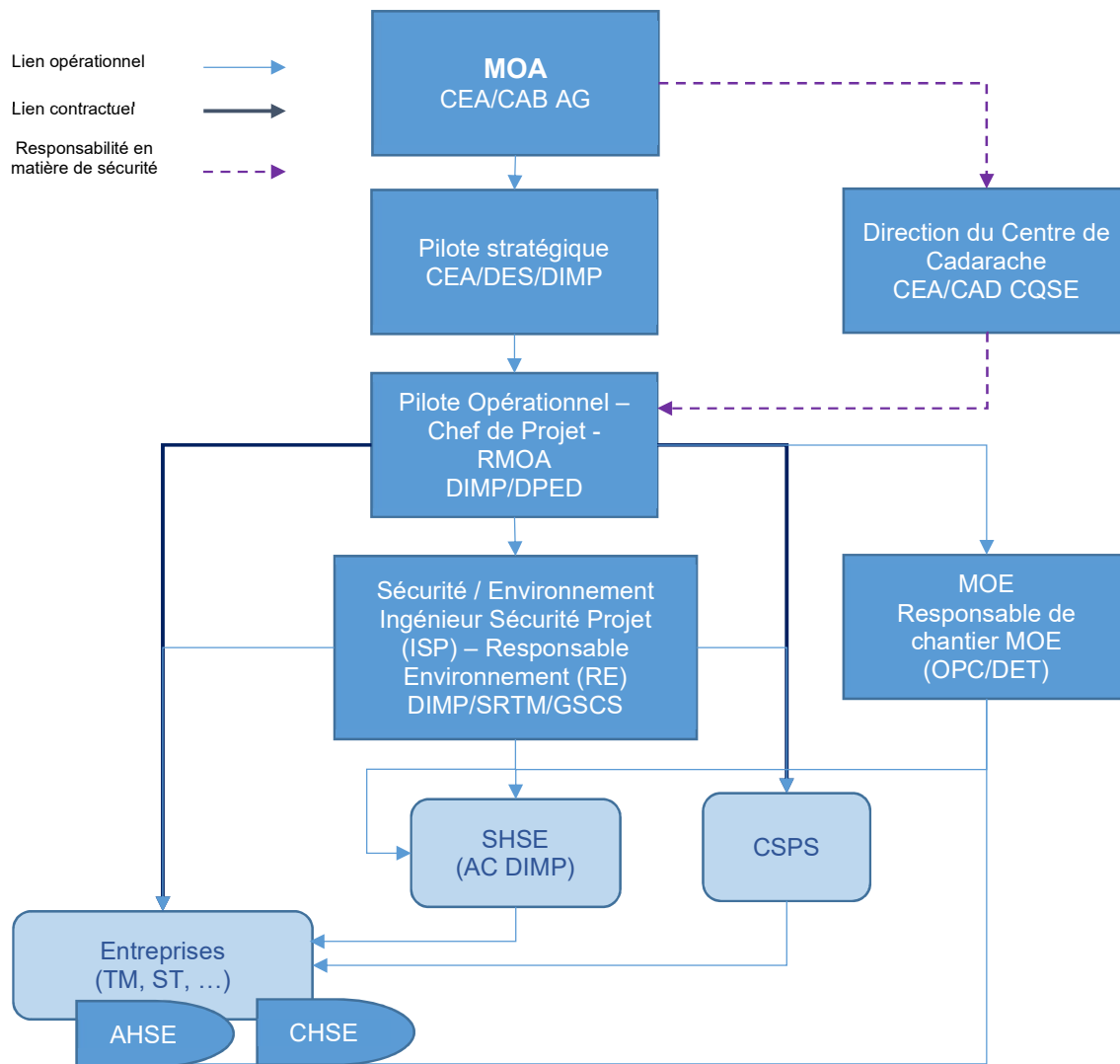
- Phase Etudes



 Direction des énergies Direction de l'ingénierie et de la maîtrise d'œuvre projet Ligne projet bâtiments et infrastructures Projet SAFETY	Classement <b>1.2.02</b>	Page 12/33
	Référence : <b>SFT-CEA-QSSE-CDC-APD-001</b>	Indice <b>A</b>

- Phase de réalisation

L'organisation prévisionnelle du projet pour les aspects sécurité est la suivante :




Au sein de la DIMP/ DPED, un chef de projet est nommé pour piloter, animer, organiser et assurer le développement technique du projet.

Le projet est réalisé en maîtrise d'œuvre (MOE) interne DIMP.

Pour la phase réalisation, il est envisagé de recourir à un allotissement.

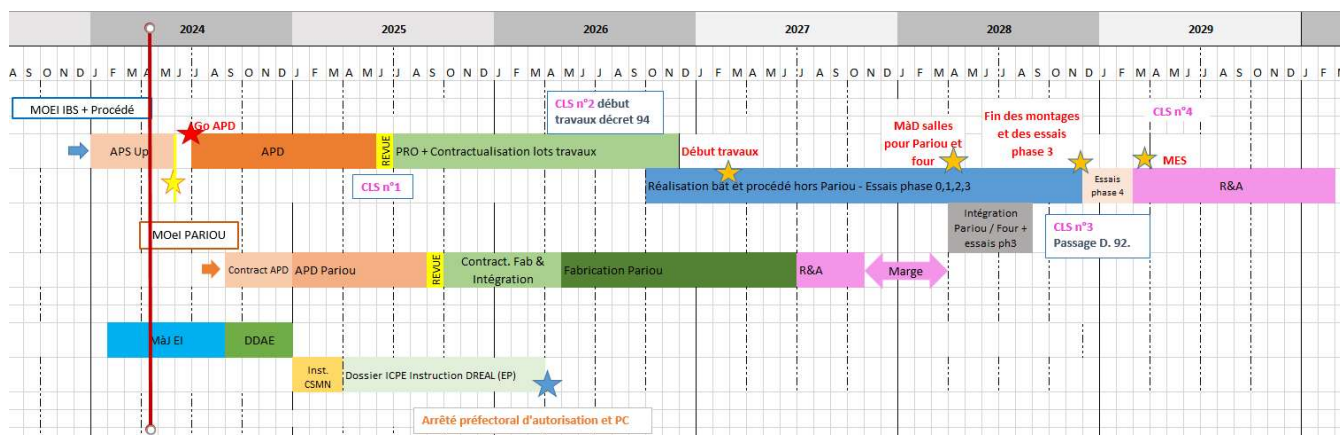
Les travaux dépendront réglementairement d'opérations de chantiers de bâtiment ou de génie civil dans lesquelles interviendront successivement ou simultanément différentes entreprises ou travailleurs indépendants.

 Direction des énergies Direction de l'ingénierie et de la maîtrise d'œuvre projet Ligne projet bâtiments et infrastructures Projet SAFETY	Classement <b>1.2.02</b>	Page 13/33
	Référence : <b>SFT-CEA-QSSE-CDC-APD-001</b>	Indice <b>A</b>

L'autorisation de passage en chantier sous D.94 est donnée par le Directeur du Centre de Cadarache après validation du dossier de CLS (T3 2026).

La présente mission de Coordinateur Sécurité Protection de la Santé s'inscrit dans cette organisation conformément à la réglementation [2].

La phase conception du projet devrait s'achever en T3 2026 pour un démarrage des travaux de construction en T1 2027.



Le planning prévisionnel du projet sera revu à l'enclenchement du marché, avec la date estimée de notification des marchés de réalisation. Une réactualisation du planning sera également réalisée en fin de phase conception et transmise au Titulaire dans l'hypothèse où il serait décidé de lever l'option 1.

Un décalage des dates importantes du projet est par conséquent possible.


## 6. LES ACTEURS DU PROJET – ROLES ET RESPONSABILITES

### 6.1. LA MAITRISE D'OUVRAGE

Le CEA est le MOA du projet.

Pour la phase Etudes ; la MOA a confié la maîtrise d'œuvre et le pilotage opérationnel à un chef de projet appartenant à la DIMP / Département Métiers Projet et Environnement Digital (DPED).

Le Chef de Projet (désigné ci-après PO) sera assisté par un Ingénieur Sécurité Projet (ISP) pour le pilotage du contrat de la mission CSPA, objet du présent CDC. Le Pilote opérationnel sera également Représentant de la Maîtrise d'Ouvrage (RMOA) pour la phase réalisation.

 Direction des énergies Direction de l'ingénierie et de la maîtrise d'œuvre projet Ligne projet bâtiments et infrastructures Projet SAFETY	Classement <b>1.2.02</b>	Page 14/33
	Référence : <b>SFT-CEA-QSSE-CDC-APD-001</b>	Indice <b>A</b>

Le Chef de Projet ou son représentant prendra les dispositions nécessaires pour :

- Fournir au Titulaire toutes les informations nécessaires au bon déroulement de sa prestation,
- Informer, dès l'origine, tous les intervenants à l'ouvrage, de l'existence du présent contrat,
- Permettre au Titulaire d'accéder librement au chantier et aux autres lieux d'exécution de l'ouvrage pour laquelle son intervention a été requise et, d'une manière générale, lui permettant l'exercice de sa mission dans les conditions normales d'efficacité et de sécurité, **en lui donnant autorité et moyens**,
- Prévenir, en temps utile, le Titulaire des dates de commencement des études, des travaux, des phases essentielles et leurs exécutions, des dates de réunions ainsi que les dates des opérations préalables à la réception des ouvrages.


## 6.2. LE CSPS – PRINCIPES GENERAUX

Le Coordonnateur de Sécurité et de Protection de la Santé (CSPS), ci-après désigné le Titulaire, est chargé, pour le compte du CEA, de la mise en œuvre des Principes Généraux de Prévention conformément à l'article L4121-2 du Code du travail tant au niveau de la conception que de la réalisation de l'ouvrage.

Le Titulaire devra :

- Éviter les risques ; pour ce faire, le Titulaire devra proposer dès la phase conception des solutions techniques permettant de prévenir ou de maîtriser le risque : éviter et éliminer les risques lors de l'utilisation de la future installation soit pour son exploitation, soit pour son entretien et sa maintenance,
- Évaluer les risques qui ne peuvent être évités ; le Titulaire devra les lister, tenir compte de leur existence au moment de la phase de conception, évaluer leur dangerosité et proposer des solutions de prévention,
- Combattre les risques à la source,
- Adapter le travail à l'homme, en particulier en ce qui concerne la conception des postes de travail ainsi que le choix des équipements de travail et des méthodes de travail et de production, en vue notamment de limiter le travail monotone et le travail cadencé et de réduire les effets de ceux-ci sur la santé,
- Tenir compte de l'état d'évolution de la technique,
- Proposer les solutions techniques ou les produits présentant le degré de dangerosité le plus faible possible,
- De remplacer ce qui est dangereux par ce qui n'est pas dangereux ou par ce qui est moins dangereux,
- Planifier la prévention en y intégrant dans un ensemble cohérent la technique, l'organisation du travail, les conditions de travail, les relations sociales et l'influence des facteurs ambiants, notamment les risques liés au harcèlement moral, tel qu'il est défini à l'Article L1152-1,
- Intégrer la prévention dans tous les domaines en décrivant les actions, les moyens et en citant les intervenants ;
- Harmoniser cette intégration dans le plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé et vérifier que les délais d'exécution sont compatibles avec une mise en œuvre correcte de la prévention,
- Réexaminer la durée des phases de travail simultanées ou successives et faciliter les interventions ultérieures dans l'installation,
- Proposer les mesures de protection collective en leur donnant la priorité sur les mesures de protections individuelles,
- Veiller que soient données par les employeurs, les instructions appropriées aux travailleurs.



 Direction des énergies Direction de l'ingénierie et de la maîtrise d'œuvre projet Ligne projet bâtiments et infrastructures Projet SAFETY	Classement <b>1.2.02</b>	Page 15/33
	Référence : <b>SFT-CEA-QSSE-CDC-APD-001</b>	Indice <b>A</b>

Ces principes seront appliqués notamment à l'organisation des opérations de chantier, en vue de permettre la planification de l'exécution des différents travaux ou phases de travail, qui se déroulent en même temps ou successivement, de prévoir la durée de ces phases et de faciliter les interventions ultérieures sur l'Ouvrage.

**Le CSPS agit sous la responsabilité du CEA.**

### **6.3. LA MAITRISE D'ŒUVRE INTERNE**

La Maitrise d'Œuvre du projet est assurée par le CEA en phase étude.

Le CEA assure les études amont du projet (ESQ, APS, APD et PRO).

Le CEA devrait assurer aussi cette fonction de MOE interne en phase de réalisation, le schéma industriel restant à consolider pour cette phase.

Le MOE assure notamment les missions suivantes :

- ✚ La gestion des interfaces avec le site de CADARACHE,
- ✚ Le suivi et la validation des études d'exécution,
- ✚ La direction de l'exécution du marché de travaux,
- ✚ L'ordonnancement, le pilotage et la coordination du chantier,
- ✚ Le suivi des essais,
- ✚ La réception,
- ✚ La validation de la période de garantie parfait achèvement,
- ✚ La validation du dossier des ouvrages exécutés (DOE), et des dossiers de maintenance et d'exploitation.


Les exigences en termes de sécurité seront spécifiées aux titulaires des marchés « réalisation » dans le CCTG et le PGCSPPS.

### **6.4. LES TITULAIRES DE MARCHES DE TRAVAUX**

Le terme « entreprises » dans le présent document désigne « les Titulaires des marchés de réalisation et ses sous-traitants dans toute la chaîne de sous-traitance ».

En phase de réalisation, le CSPS devra participer aux réunions avec les entreprises pour assister le CEA, tout particulièrement les réunions relatives à l'étude des méthodes, la coordination et le suivi des travaux.

Le CSPS consultera les études qui nécessitent l'intégration des principes généraux de prévention, tant pour la phase de conception au regard des Interventions Ultérieures sur l'Ouvrage que pour la phase Réalisation. Il mettra en place les mesures nécessaires à la coordination du chantier en coopération avec les entreprises. En particulier, il apportera sa contribution pour définir les mesures d'organisation générale du chantier.

 Direction des énergies Direction de l'ingénierie et de la maîtrise d'œuvre projet Ligne projet bâtiments et infrastructures Projet SAFETY	Classement <b>1.2.02</b>	Page 16/33
	Référence : <b>SFT-CEA-QSSE-CDC-APD-001</b>	Indice <b>A</b>

## 6.5. ASSISTANCES AU PROJET

### 6.5.1 Mission SHSE

Dans le cadre des moyens donnés au CSPS pour assurer au mieux sa mission, le CSPS travaillera en collaboration avec un Superviseur Hygiène Sécurité Environnement (SHSE) qui assure quotidiennement la sécurité opérationnelle du chantier.

Le Superviseur HSE (SHSE) dépend hiérarchiquement du MOE auquel il rend compte de ses actions.

Ce dernier a, notamment, pour mission de :

- Respecter et mettre en œuvre les principes généraux de prévention lors des choix techniques et de planification de travaux,
- Participer aux travaux du collège interentreprises Santé, sécurité et conditions de travail,
- Coopérer avec le CSPS en l'associant aux réunions et en lui transmettant les études,
- Viser les observations du CSPS portées au registre journal de coordination (RJC),
- Mise en place des indicateurs et remontées des données nécessaires à leur suivi, mise en place des visuels sécurité...
- Elaboration du support de formation pour l'accueil sécurité de tous les intervenants sur le chantier,
- Accueil sécurité de tous les intervenants sur le chantier (élaboration du livret d'accueil),
- Animation des réunions thématiques HSE,
- Vérification des PPSPS rédigés par les entreprises titulaires,
- Prévoir les équipements nécessaires, de prévention contre les situation d'accidents,
- Participer à l'analyse a posteriori d'évènements accidentel ou incidentel intéressant la sécurité des personnes.

### 6.5.2 Poste de gardiennage

Une mission de gardiennage ou équivalente sera mise en place par le projet pour contrôler à tout moment, en heures ouvrées, les accès du chantier. Un registre des accès (entrées/sorties des piétons et véhicules) sera ouvert par le gardien. Il assurera une ronde le soir afin de vérifier qu'il n'y a plus personne sur le chantier, avant d'en fermer les accès. Cette disposition s'inscrit dans les moyens donnés au CSPS pour garantir que seules les personnes autorisées pénètrent sur le chantier.

## 8 ORGANISATION DU TITULAIRE


### 8.1 ECHANGES AVEC LE CEA

Le Titulaire désigne un interlocuteur unique vis-à-vis du CEA, qui assurera la coordination et la responsabilité de l'ensemble du personnel du Titulaire affecté à l'exécution de la prestation.

Au cas où l'interlocuteur technique dûment désigné par le Titulaire serait remplacé, ce dernier s'engage à en avvertir le CEA 15 jours calendaires à l'avance.

Pour la phase de consultation, l'interlocuteur CEA est :



 Direction des énergies Direction de l'ingénierie et de la maîtrise d'œuvre projet Ligne projet bâtiments et infrastructures Projet SAFETY	Classement <b>1.2.02</b>	Page 17/33
	Référence : <b>SFT-CEA-QSSE-CDC-APD-001</b>	Indice <b>A</b>

**Emeline GIORDANENGO**  
DIMP/SRTM/GSCS  
Tél : 04 42 25 37 36  
[emeline.giordanengo@cea.fr](mailto:emeline.giordanengo@cea.fr)

Dans le cadre de son marché, le Titulaire se devra d'informer le CEA de toute difficulté rencontrée lors de l'exécution de sa mission.

Les intervenants du Titulaire (CSPS), objet du présent marché, seront autonomes pour rencontrer, organiser les réunions, avec tout interlocuteur CEA ou autres, nécessaire au déroulement de sa mission.

En outre, des points d'échange sont programmés entre le CSPS et l'Ingénieur Sécurité Projet à chaque intervention sur site du CSPS conformément aux dispositions des §. C. Présence sur site des options 1 et 2.

La présence du CSPS est obligatoire sur site afin d'échanger sur les opérations à venir, l'état des suites données aux observations du CSPS, les évolutions de planning du CSPS, les interfaces avec le site à gérer.

L'absence sans justification ou information préalable de l'ISP donne lieu à pénalités.

## 8.2 QUALIFICATIONS DU TITULAIRE


Le CSPS devra avoir le niveau de compétences requis pour les chantiers de 1<sup>ère</sup> catégorie au sens de l'article R.4532-1 du Code du travail.

La personne désignée de façon anonyme, ainsi que son suppléant, devront faire la preuve de leurs compétences, et notamment fournir :

- Les certificats et attestations anonymes de (des) l'employeur(s) démontrant une expérience **d'au moins 5 ans en génie civil dans le nucléaire ou l'industrie**, pour la partie conception et en matière de contrôle des travaux ou de maîtrise de chantier pour la partie réalisation. En phase de consultation, le soumissionnaire transmettra les **profils types anonymes** des personnes envisagées pour la réalisation de cette mission.
- Les références vérifiables d'une solide connaissance et d'une très bonne expérience dans les domaines du génie civil et du bâtiment et pour des **chantiers de complexité équivalente**.
- Un certificat de **compétence de niveau 1 en cours de validité (certificat initial et actualisation de compétence)**, délivré par un organisme agréé (article R.4532-34) actant le suivi d'une formation de coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé ou, à défaut un duplicata, certifié conforme par l'organisme formateur agréé, de son inscription à une telle formation. Le CSPS (personne physique) **devra être titulaire de ce certificat depuis plus de 5 ans**.

Le Titulaire devra justifier de la conduite d'opérations similaires nécessitant des compétences au moins équivalentes et pour des **effectifs supérieurs à 50 personnes**.

L'appréciation des moyens humains à mettre en œuvre dans le cadre du présent marché relève de la responsabilité exclusive du soumissionnaire au regard des exigences et contraintes figurant dans le présent cahier des charges et de l'obligation de résultat inhérente quoi qu'il en soit au Titulaire du marché.

 Direction des énergies Direction de l'ingénierie et de la maîtrise d'œuvre projet Ligne projet bâtiments et infrastructures Projet SAFETY	Classement <b>1.2.02</b>	Page 18/33
	Référence : <b>SFT-CEA-QSSE-CDC-APD-001</b>	Indice <b>A</b>

**Le CEA précise néanmoins son exigence d'avoir un CSPS de niveau 1 avec 5 ans minimum d'expérience à ce niveau pour le CSPS Titulaire et de 3 ans pour le CSPS Suppléant.**

**Une offre ne respectant pas cette exigence lors de la **présentation des profils proposés avec un engagement du soumissionnaire quant au respect de cette exigence en cas d'attribution du marché sera rejetée du fait de cette irrégularité.****

Dans un délai de 8 jours calendaires à partir de la notification du présent marché, le Titulaire devra, préalablement à tout début d'exécution, fournir les documents ci-dessus, cette fois-ci, de façon nominative.

Il proposera, à l'acceptation du PO, le nom des personnes qualifiées pour remplir la prestation définie au présent CDC.

### 8.3 CONTINUITE DE SERVICE

Le personnel intervenant du Titulaire devra, dans la mesure du possible, rester le même durant toute la durée de la prestation.

Le Titulaire informera le PO de l'avancement des tâches et des difficultés éventuelles rencontrées.

Il s'obligera à maintenir les compétences exigées et retenues sur la durée du chantier et en cas de nécessité, à les remplacer, poste à poste, **à compétences et expériences au moins égales, après accord préalable du PO.**

En cas de changement de la personne désignée, et pour pallier une indisponibilité temporaire ou définitive, le titulaire soumettra, à l'acceptation du PO tous les documents nécessaires à la poursuite de la mission :

- le nom du remplaçant et son CV,
- les justificatifs de sa qualification et compétence attendus conformément aux termes du présent cahier des charges
- le mode de passation des consignes

Le Titulaire établira à cet effet un courrier qu'il consignera au RJC.

Un délai de prévenance de 2 semaines est requis.


**Il est rappelé que la sous-traitance n'est pas autorisée.**

En cas d'indisponibilité connue, programmée, prévue ou prévisible de personnels, le Titulaire s'engage à assurer la continuité des fonctions figurant sur l'organigramme nominatif fourni à la réunion d'enclenchement.

### 8.4 EXIGENCES CEA - INCOMPATIBILITE AVEC LA MISSION CSPS

Pour rappel R4532.19 du CT, la personne désignée CSPS ne peut pas porter la mission CTC sur un même chantier.

Le CEA applique la même règle pour les personnes morales soumissionnaires entre les missions de CSPS, CTC.

 Direction des énergies Direction de l'ingénierie et de la maîtrise d'œuvre projet Ligne projet bâtiments et infrastructures Projet SAFETY	Classement <b>1.2.02</b>	Page 19/33
	Référence : <b>SFT-CEA-QSSE-CDC-APD-001</b>	Indice <b>A</b>

## 8.5 RESILIATION

En cas de non-renouvellement ou de perte de l'agrément du CSPS portant sur les domaines concernés par le présent marché, le marché sera résilié sans indemnité.

Les autres dispositions applicables concernant la résiliation du présent marché sont celles prévues aux Conditions Générales d'Achat du CEA du 01/01/2022.

## 9 DESCRIPTION DE LA PRESTATION

### 9.1 DETAILS DES MISSIONS DE LA PART FERME : MISSION DU CSPS ATTENDUE RELATIVE A LA CONCEPTION

#### - RJC :

Le RJC sera ouvert par le Titulaire dès le démarrage de la prestation. Il sera mis à jour par le Titulaire, en tant que de besoin, conformément à l'article R.4532-38 du Code du travail. Ce registre devra conserver trace de tous les événements importants survenus sur le chantier et des mesures prises pour assurer la sécurité.

Le RJC devra être un document contradictoire. Le Titulaire consignera sur le registre-journal au fur et à mesure du déroulement des opérations ses avis sur les documents de conception, APD, dossiers d'appropriation, études détaillées et études d'exécution,

Un extrait du RJC sera transmis mensuellement au MOA en phase réalisation.

#### - Avis et recommandations sur les études APS / APD :

Le Titulaire sera destinataire des études détaillées (APD) et des études d'exécution (EXE).

**Il fournira une analyse détaillée sur les dossiers d'APD** qu'il consignera dans le Registre-Journal.

Cette analyse doit permettre de s'assurer de la prise en compte des principes généraux de prévention dans les choix architecturaux en vue des interventions ultérieures sur ouvrage.


Un plan guide du livrable attendu sera proposé au CSPS.

**Le périmètre des avis et recommandations attendus porte sur la globalité des études APD- du projet SAFETY.**

Le Titulaire aura accès à l'intégralité des réunions techniques et de la documentation et il lui appartient de connaître suffisamment le projet afin d'émettre ses remarques.

Il participera aux réunions périodiques de conception avec le CEA.

Le délai contractuel de remise des analyses des dossiers APD, est de : **10 jours ouvrés** à compter de la remise des données d'entrée.

 Direction des énergies Direction de l'ingénierie et de la maîtrise d'œuvre projet Ligne projet bâtiments et infrastructures Projet SAFETY	Classement <b>1.2.02</b>	Page 20/33
	Référence : <b>SFT-CEA-QSSE-CDC-APD-001</b>	Indice <b>A</b>

- **Avis et recommandations sur la préparation du chantier, l'organisation et l'implantation des équipements du chantier** (notamment PIC, organisation des moyens communs selon les principes METAH / SCALP).

Conformément à l'article R.4532-12 du Code du travail, le Titulaire sera chargé de :

- Définir les sujétions afférentes à la mise en place et à l'utilisation des protections collectives, des appareils de levage, des accès provisoires et des installations générales notamment installations électriques. Le Titulaire mentionnera dans les documents adéquats leur répartition entre les différents corps d'état ou de métier qui auront à intervenir sur le chantier,
- Participer aux réunions de conception et d'étude,
- Donner un avis sur les CCTP avant lancement de la consultation ainsi que sur les offres des entreprises chargées des travaux conformément à l'article R 4532-13 du Code du Travail.

Un plan guide du livrable attendu sera proposé au CSPS.

**Le périmètre des avis et recommandations attendus porte sur l'organisation sécurité afférente aux base-vie et zones de construction du projet SAFETY.**

Le délai contractuel de remise de l'analyse de l'organisation du chantier est de : **10 jours ouvrés** à compter de la remise des données d'entrée.

- **DIUO** :

Conformément aux articles R.4532-12, R-4532-95 et suivants du Code du travail, le CSPS sera chargé d'élaborer le Dossier d'Intervention Ulérieure sur l'Ouvrage (DIUO) en l'alimentant régulièrement.

Le Titulaire établira le DIUO dès le début de la prestation. Il sera mis à jour de façon itérative, jusqu'à la réception des ouvrages.


Le Titulaire complètera le DIUO au cours des phases de conception et de réalisation pour le cas où cette option serait levée. Il le mettra à jour :

- En fin de phase de conception du CEA et avant le lancement des consultations : sous 1 mois à compter de la fin des études de conception
- En fin de phase EXE : sous un délai de **1 mois** à compter de la fin des études d'exécution,
- À la réception des ouvrages : sous un délai de **1 mois** à compter de la réception.

Préalablement à la phase travaux, et dans un délai de **1 mois** après l'enclenchement de la prestation, le Titulaire présentera au RMOA la liste des plans et documents complémentaires spécifiques qu'il souhaite obtenir pour l'établissement de son DIUO.

Le DIUO sera élaboré par le Titulaire dès la conception conformément à l'article R.4532-96 du Code du travail. Il sera remis au PO en fin de conception.

Le DIUO sera mis à jour par le Titulaire en fonction de l'avancement des travaux de réalisation et jusqu'à la réception de l'ouvrage. Pour cela, le Titulaire complètera et adaptera le DIUO au fur et à mesure de la remise des études d'exécution et de l'avancement du chantier. Il rassemblera les Dossiers des Ouvrages Exécutés (DOE) de nature à faciliter une intervention ultérieure sur l'ouvrage.

 Direction des énergies Direction de l'ingénierie et de la maîtrise d'œuvre projet Ligne projet bâtiments et infrastructures Projet SAFETY	Classement <b>1.2.02</b>	Page 21/33
	Référence : <b>SFT-CEA-QSSE-CDC-APD-001</b>	Indice <b>A</b>

Le Titulaire collectera, auprès des entreprises participant à l'opération, les documents permettant de réaliser le DIUO et de le compléter afin de préciser les dispositions concernant la sécurité des travailleurs et la protection de la santé.

Le DIUO devra rassembler tous les documents tels que les plans d'accès et notes techniques, de nature à faciliter les interventions ultérieures sur l'Ouvrage. Il comportera également le Dossier de Maintenance des Lieux de Travail (DMLT).

Il sera également, à la charge du Titulaire et selon le besoin, constitué les documents suivants :

- Les documents nécessaires à la maintenance des installations d'éclairage, des portes et portails automatiques et des équipements de désenfumage,
- Le dossier technique de l'installation électrique pour permettre la vérification initiale de l'installation,
- La notice d'instruction des installations d'aération et d'assainissement pour permettre d'entretenir les installations, d'en contrôler l'efficacité et d'établir les consignes d'utilisation,
- La fiche précisant les dispositions prises pour l'accessibilité des personnes handicapées et notamment les niveaux, les services et les équipements accessibles,
- Les dispositions prises pour le nettoyage des surfaces vitrées en élévation et en toiture,
- Les dispositions pour l'accès en couverture et notamment les moyens d'arrimage pour les interventions de courte durée, les possibilités de mise en place rapide de garde-corps ou de filets de protection pour les interventions plus importantes, les chemins de circulation permanents pour les interventions fréquentes,
- Les dispositions pour faciliter l'entretien des façades et, notamment, les moyens d'arrimage pour la stabilité des échafaudages ou de nacelles,
- Les dispositions pour faciliter les travaux d'entretien intérieur et, notamment, pour les ravalements des halls de grande hauteur, les accès aux machineries d'ascenseurs ou de monte-charges, les accès aux canalisations en galerie technique ou en vide sanitaire, les accès aux systèmes mécaniques des ponts roulants et autres équipements fixes ...

Le DIUO devra être validé par le PO. À la réception de l'ouvrage, le Titulaire remettra le DIUO au PO.


- **PGCSPS** :

Le PGCSPS définit les mesures prises pour prévenir les risques liés à la co-activité des entreprises intervenantes ; c'est-à-dire les risques découlant de l'interférence des activités des différents intervenants sur le chantier ou de la succession des activités lorsqu'une intervention laisse subsister, après son achèvement, des risques pour les autres entreprises.

Conformément à l'article R.4532-12 du Code du travail, le PGCSPS sera établi par le Titulaire durant la phase de conception et mis à jour en phase de réalisation (R.4532-13) en concertation avec les entreprises. Le Titulaire devra faire appliquer les recommandations de la CARSAT. Le PGCSPS devra être validé par le PO. Il sera joint au dossier de consultation des entreprises de travaux.

**Le PGCSPS sera tenu à jour autant que de besoin.**

Conformément à l'article R.4532-44 du Code du travail, le PGCSPS devra contenir :

 Direction des énergies Direction de l'ingénierie et de la maîtrise d'œuvre projet Ligne projet bâtiments et infrastructures Projet SAFETY	Classement <b>1.2.02</b>	Page 22/33
	Référence : <b>SFT-CEA-QSSE-CDC-APD-001</b>	Indice <b>A</b>

- Les mesures d'organisation générale du chantier avec notamment les modalités d'accès au chantier,
- Les mesures de coordination prises par le Titulaire en matière de sécurité et de santé et les sujétions qui en découlent concernant notamment :
  - o Les voies ou zones de déplacement ou de circulation horizontales ou verticales,
  - o Les conditions de manutention des différents matériaux et matériels, en particulier pour ceux qui concernent l'interférence des appareils de levage sur le chantier ou à proximité, ainsi que la limitation du recours aux manutentions manuelles,
  - o La délimitation et l'aménagement des zones de stockage et d'entreposage des différents matériaux, en particulier s'il s'agit de matières ou de substances dangereuses,
  - o Les conditions de stockage, d'élimination ou d'évacuation des déchets et des décombres,
  - o Les conditions d'enlèvement des matériaux dangereux utilisés,
  - o La mise en place et l'utilisation des protections collectives, des accès provisoires et des installations générales, notamment les installations électriques,
  - o Les mesures prises en matière d'interactions sur le site,
- Les sujétions découlant des interférences avec les activités d'exploitation sur le site à l'intérieur duquel est implanté le chantier,
- Les mesures générales prises pour assurer le maintien du chantier en bon ordre et en état de salubrité satisfaisant,
- Les renseignements utiles et pratiques propres au lieu de l'opération concernant les secours et l'évacuation des personnels, ainsi que les mesures communes d'organisation prises en la matière,
- Les modalités de coopération entre les différents corps d'état ou de métier (entrepreneurs, employeurs, travailleurs indépendants, etc.).

**Le PGCSPS devra intégrer « Les exigences prioritaires de Sécurité », démarche de prévention sur tous les chantiers de la DIMP et qui sera expliquée par la MOA.**

**Un modèle de DOHL, de FIGE, de permis feu et de Fiche d'Identification de Prestataire**, spécifiques au chantier, devront être intégrés au PGCSPS.

Ces documents seront utilisés et complétés par chaque entreprise pour ses besoins sur le chantier. Ils feront l'objet d'un examen d'harmonisation par le CSPS (document VAO / VSO) avant validation des opérations.

Le délai contractuel de création ou de mise à jour du PGCSPS est de : **10 jours ouvrés** à compter de la remise des données d'entrée ou de la formalisation du besoin (par exemple en réunion du chantier, CISSCT, réunion mensuel d'avancement ...).

Le PGCSPS devra être consultable, sur le chantier, par l'ensemble des intervenants, du médecin du travail, des membres du Comité Social Economique (CSE)

À la réception de l'ouvrage, le Titulaire remettra le PGCSPS au PO.

 Direction des énergies Direction de l'ingénierie et de la maîtrise d'œuvre projet Ligne projet bâtiments et infrastructures Projet SAFETY	Classement <b>1.2.02</b>	Page 23/33
	Référence : <b>SFT-CEA-QSSE-CDC-APD-001</b>	Indice <b>A</b>

- **Projet de règlement du CISSCT :**

Le CSPS a la charge d'élaborer le règlement du Collège Interentreprises de Sécurité, de Santé et de Conditions de Travail (CISSCT), conformément à l'article R 4532-91 du Code du Travail.

Ce règlement est annexé au PGCSPS et transmis par le CEA aux entreprises de travaux dans le DCE.


## **9.2 DETAILS DES MISSIONS DE LA PART OPTIONNELLE : MISSION DU CSPS ATTENDUE RELATIVE A LA REALISATION**

### **9.2.1 DESCRIPTION DES MISSIONS DE L'OPTION 1**

#### **A - CONFORMEMENT A L'ARTICLE R.4532-13 DU CODE DU TRAVAIL**

Pour une durée de 30 mois à compter de la date définie en réunion d'enclenchement de la phase réalisation, le CSPS est chargé :

- De mettre à jour et d'adapter le Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé. Le PGCSPS devra être complété et adapté par le Titulaire en fonction de l'évolution du chantier et de la durée effective des différents travaux. Le Titulaire portera à la connaissance des entreprises intervenantes ces modifications. En outre, Le CSPS assure la coordination et le suivi (tableau de bord) des opérations de livraison, des opérations de levage/manutention, des travaux par point chaud ainsi que de l'intervention des prestataires. Le Titulaire intégrera dans le PGCSPS, les compléments nécessaires en lien avec l'avancement des opérations et les risques identifiés dans les Plans Particuliers de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS).
- De procéder avec chaque entreprise, préalablement à leur intervention, à une Visite d'Inspection Commune (VIC) au cours de laquelle sont en particulier précisées, en fonction des caractéristiques des travaux qu'elle s'apprête à exécuter, les consignes à observer ou à transmettre, ainsi que les observations particulières de sécurité et de santé prises pour l'ensemble de l'opération. Cette inspection commune devra avoir lieu avant la remise du Plan Particulier de Sécurité et de la Protection de la Santé (PPSPS) qui sera rédigé par l'entreprise concernée de travaux.
- De collecter auprès des entreprises intervenantes les Plans Particuliers de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS). Le Titulaire vérifiera que son contenu est conforme aux réglementations en vigueur et qu'il a bien été transmis aux autorités compétentes.
  - o Le Titulaire devra harmoniser les PPSPS par rapport au plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (PGCSPS) conformément à l'article R.4532-44 du Code du travail.
- Toute inspection commune avec un sous-traitant ne sera faite qu'après avoir vérifié la présence d'une DAST auprès du PO.
- De n'autoriser une entreprise sous-traitante à travailler sur le chantier :
  - ✓ Qu'après avoir reçu et harmonisé son PPSPS mis à jour après l'inspection commune en présence d'un représentant du Titulaire de marché et d'un représentant du sous-traitant,
  - ✓ Et qu'après avoir informé le PO et l'entreprise tous corps d'état.
- **De s'assurer de la présence permanente des PPSPS au dernier indice sur le chantier.**
- De s'assurer que chaque entreprise applique les dispositions prévues à son PPSPS ; il vérifiera que chaque entreprise commente son PPSPS à ses salariés en demandant à son représentant un engagement écrit qu'il consignera au RJC


 Direction des énergies Direction de l'ingénierie et de la maîtrise d'œuvre projet Ligne projet bâtiments et infrastructures Projet SAFETY	Classement <b>1.2.02</b>	Page 24/33
	Référence : <b>SFT-CEA-QSSE-CDC-APD-001</b>	Indice <b>A</b>

- De veiller à l'application correcte des mesures de coordination définies ainsi que les différentes procédures de travail,
- De compléter en tant que de besoin le Dossier d'Intervention Ulérieur sur l'Ouvrage,
- De tenir compte des interférences avec les activités d'exploitation sur le site de CADARACHE, à l'intérieur duquel est implanté le chantier,
- D'organiser entre les différentes entreprises, présentes ensemble ou non sur le chantier, la coordination de leurs activités simultanées ou successives, les modalités de leur utilisation en commun des installations (matériel et circulation verticale ou horizontale), leur information mutuelle et l'échange entre elles des consignes en matière de sécurité et de protection de la santé,
- De tenir à jour le Registre-Journal de Coordination, de transmettre un extrait mensuellement au MOA.
- Le RJC contient notamment :
  - o Les comptes rendus de ses inspections communes du chantier (les inspections communes réunissent les différents intervenants sur le chantier et le Titulaire et seront effectuées en présence des entreprises),
  - o Les consignes à transmettre aux différents intervenants et les observations particulières de sécurité et de santé prises pour l'ensemble des opérations,
  - o Les inspections, les observations, les avis ou les notifications du Titulaire à un intervenant sur le chantier ; ils devront être datés et contresignés par l'intéressé et suivis d'une réponse écrite. Les réponses seront également consignées dans le registre-journal. Les injonctions envoyées à une entreprise cotraitante ou sous-traitante devront également être transmises à l'entreprise mandataire ou principale,
  - o Les noms et adresses des entreprises intervenantes ainsi que leurs cotraitants et leurs sous-traitants (dès que le Titulaire en a connaissance), la date prévisionnelle d'intervention, l'effectif envisagé sur le chantier et la durée des travaux. La liste devra être tenue à jour, en particulier lors des interventions effectives des entreprises,
  - o La copie du Procès-Verbal de transmission au PO du Dossier d'Intervention Ulérieure sur l'Ouvrage,
  - o Les comptes rendus des différentes réunions pouvant avoir un impact sur la mission du Titulaire, les observations qu'il jugera nécessaires de noter.

Le Titulaire devra mettre à disposition sur le chantier le RJC, parfaitement à jour et complet, à l'ensemble des entreprises afin de les informer et d'établir une communication entre les différents intervenants pour la durée des opérations.

- **D'informer a minima hebdomadairement le PO de l'état d'avancement de la prise en compte des remarques formulées sur le RJC ainsi que de l'avancement des VIC, PPSPS, DHOL... et de l'harmonisation de ces derniers.** Dans un compte-rendu hebdomadaire, le Titulaire précisera si l'action a été soldée ou si elle demeure non soldée.
- **De mettre en place un outil de suivi des remarques du RJC, de façon à s'assurer régulièrement de leur bonne prise en compte.** Cet outil de gestion devra faire l'objet d'une procédure écrite par le Titulaire, à l'ouverture du RJC. Cette procédure sera soumise au PO pour validation.
- De conserver le RJC pendant 5 ans, à compter de la réception de l'ouvrage, par le Titulaire.
- Une copie sera adressée au PO.




 Direction des énergies Direction de l'ingénierie et de la maîtrise d'œuvre projet Ligne projet bâtiments et infrastructures Projet SAFETY	Classement <b>1.2.02</b>	Page 25/33
	Référence : <b>SFT-CEA-QSSE-CDC-APD-001</b>	Indice <b>A</b>

## B - OBLIGATIONS PARTICULIERES :

Dans le cadre de sa mission, le Titulaire devra prendre les dispositions nécessaires pour que seules les personnes autorisées puissent accéder au chantier et veillera à ce que ces dispositions soient respectées.

Le Titulaire aura également pour obligation de :

- Contrôler régulièrement le chantier (à chaque présence sur site) : les observations formulées devront reprendre la nomenclature des **exigences prioritaires de sécurité de la DIMP** transmises en réunion d'enclenchement.
- Être présent à toutes les réunions relatives à l'ordonnancement, le pilotage et la coordination du chantier,
- Être présent aux réunions d'enclenchement de travaux,
- Être présent aux réunions relatives à l'exécution des contrats de travaux pouvant avoir un impact sur la mission du Titulaire,
- Être force de proposition sur l'animation générale de la sécurité sur le chantier,
- Signaler aux responsables des entreprises tout manquement aux mesures de prévention prescrites par la réglementation,
- Étudier avec eux, le cas échéant, les mesures et dispositions à prendre en exécution de ces prescriptions,
- Attirer l'attention des entreprises du chantier sur l'application des règles et l'emploi des dispositifs de sécurité,
- Conseiller toutes mesures utiles à l'hygiène des travailleurs, et plus particulièrement à la prévention des maladies professionnelles,
- Provoquer, pour les travaux complémentaires non initialement prévus, la coordination des mesures de sécurité entre les entreprises intéressées,
- Établir et vérifier des procédures de sécurité particulières pour les travaux dangereux,
- Coordonner les opérations de livraison (harmonisation et suivi des DHOL)
- Coordonner les risques d'interférences entre les Grues (mobiles / à tour) et / ou les Engins (recommandation et suivi des Fiche d'Interface entre Grues et/ou Engins)
- Coordonner l'intervention des prestataires n'intervenant pas à l'acte de construire (FIP)
- Faire diffuser les affiches et consignes de sécurité,
- Faire afficher par les entreprises les affiches et consignes de sécurité,
- Faire dresser par les entreprises, collecter et tenir à jour les statistiques d'accident,
- Recueillir auprès des entreprises les analyses détaillées (arbre des causes) et plans d'actions correctifs et préventifs suite aux accidents et incidents survenant sur le chantier,
- Fournir hebdomadairement les tableaux de suivi des documents de coordination (PPSPS, VIC, DHOL, FIGE, FIP ...)
- Suivre hebdomadairement les observations qui n'auraient pas reçues de réponse (accusé/réception, actions correctives ...)
- Fournir les éléments nécessaires pour la justification des dépenses effectuées au titre de la sécurité et de la protection de la santé,
- Être impliqué dans la préparation des opérations de montage et de mise en service et, à ce titre, apporter son concours lors de l'établissement des procédures afférentes à ces opérations (notamment les processus de mise sous régime et de consignations).

 Direction des énergies Direction de l'ingénierie et de la maîtrise d'œuvre projet Ligne projet bâtiments et infrastructures Projet SAFETY	Classement <b>1.2.02</b>	Page 26/33
	Référence : <b>SFT-CEA-QSSE-CDC-APD-001</b>	Indice <b>A</b>

## C - PRESENCE DU CSPS

### - SUR LE CHANTIER

À partir du démarrage des travaux et après levée de la part optionnelle relative à la Phase réalisation, le CSPS devra assurer a minima **3 demi-journées ouvrées (4h effectives sur le chantier)** de présence par semaine sur le chantier. Il sera tenu de réaliser a minima un passage un jour sur deux sur le chantier, **sa présence étant obligatoire lors de la réunion de chantier hebdomadaire.**

Les demi-journées ne doivent pas être consécutives.

**Le CEA se réserve le droit de moduler le nombre de jours ouvrés de présence par semaine sur le chantier. Il sera adapté en fonction de l'activité du chantier et planifié mensuellement lors des réunions mensuelles de suivi de contrat.**

Les visites devront être adaptées à l'activité du chantier et être cohérentes avec la planification des tâches programmées lors des réunions hebdomadaires.

Le CSPS devra fournir au CEA le planning des absences / suppléances d'un mois sur l'autre.

Le CSPS fournira un planning mensuel prévisionnel de présence sur le site durant la phase de réalisation de l'ouvrage. Des points de RDV avec l'ISP seront programmés par le CSPS en conformité avec le planning prévisionnel.

L'appréciation de l'organisation à mettre en œuvre dans le cadre du présent marché relève de la responsabilité exclusive du soumissionnaire au regard des exigences et contraintes figurant dans le cahier des charges et de l'obligation de résultat inhérente quoi qu'il en soit au Titulaire du marché.

**Le CEA précise néanmoins que la présence minimale du CSPS sur le chantier est de 3 demi-journées par semaine et qu'une offre ne respectant pas cette exigence sera rejetée du fait de cette irrégularité.**

### - AUX REUNIONS DE SUIVI DES TRAVAUX


La présence du CSPS réalisation est requise aux réunions hebdomadaires de suivi des travaux, en présence des responsables respectifs des deux parties. Au cours de ces réunions seront notamment évoqués les aspects sécurité et environnement.

Sa présence est également requise pour les réunions mensuelles sécurité / environnement organisée par la MOA avec les Entreprises.

## D - INFORMATION DE LA MAITRISE D'OUVRAGE

Le CSPS informera chaque fin de mois le Chef de Projet de l'état d'avancement de sa mission à travers un rapport mensuel d'activités qui comprendra en particulier :

- Un état des visites qu'il a effectuées sur le chantier,
- Un état d'avancement sur la prise en compte des remarques formulées sur le RJC,
- Un état du nombre des inspections communes,
- Un état d'avancement sur l'élaboration des PPSPS et leur harmonisation,

 Direction des énergies Direction de l'ingénierie et de la maîtrise d'œuvre projet Ligne projet bâtiments et infrastructures Projet SAFETY	Classement <b>1.2.02</b>	Page 27/33
	Référence : <b>SFT-CEA-QSSE-CDC-APD-001</b>	Indice <b>A</b>

- Un état des DHOL, FIGE, FIP ...
- Un planning prévisionnel des présences du CSPS sur le chantier
- Un calendrier prévisionnel du CISSCT, ordre du jour prévisionnel, suivi du processus de la convocation au PV,
- Les évolutions ou les modifications apportées au DIUO ou du PGCSPS au fur et à mesure de l'avancement du projet, la relation des événements intéressant la prévention et notamment les informations relatives à l'analyse des causes des incidents ou accidents ainsi que les mesures prises afin de les éviter.

Ce compte-rendu mensuel d'activités servira de base à la réunion mensuelle entre le CSPS et l'Ingénieur Sécurité du Projet ou le Chef de Projet.

En cas d'incident ou d'accident, le CSPS informera immédiatement le Chef de Projet, l'Ingénieur Sécurité du Projet et le préventeur SHSE de cet événement et communiquera les informations et copie des documents dont il a connaissance.

Ce rapport mensuel sera examiné lors d'une réunion mensuelle de suivi de la mission CSPS pilotée par l'ISP du projet (cf. §15.2).

### **9.2.2 DESCRIPTION DES MISSIONS DE L'OPTION 2**

L'ensemble des prestations décrites au 9.2.1 sont applicables au périmètre du chantier de l'option 2 pour une période complémentaire de 6 mois.

### **9.2.3 DESCRIPTION DES MISSIONS DE L'OPTION 3**

L'ensemble des prestations décrites au 9.2.1 sont applicables au périmètre du chantier de l'option 3 pour une période complémentaire de 6 mois.

### **9.2.4 DESCRIPTION DES MISSIONS DE L'OPTION 4**


L'ensemble des prestations décrites au 9.2.1 sont applicables au périmètre du chantier de l'option 4 pour une période complémentaire de 6 mois.

### **9.2.5 CONDITION DE LEVEE D'OPTION**

Les différentes options telles que décrites à la DPGF jointe en annexe seront levées par courrier électronique ou lettre simple au moins 1 mois avant le début d'exécution souhaitée.

Une réunion d'enclenchement sera réalisée pour la première levée d'option en phase réalisation.

Les options visant la prolongation de la mission ne nécessiteront pas de réunion d'enclenchement.

 Direction des énergies Direction de l'ingénierie et de la maîtrise d'œuvre projet Ligne projet bâtiments et infrastructures Projet SAFETY	Classement <b>1.2.02</b>	Page 28/33
	Référence : <b>SFT-CEA-QSSE-CDC-APD-001</b>	Indice <b>A</b>

## 10 DUREE DE LA PRESTATION

Le marché, objet du présent cahier des charges, comprend une part ferme relative à la phase de conception et une part optionnelle relative à la phase de réalisation et des essais.

La prestation débutera à la date de la réunion d'enclenchement du présent marché et se terminera à l'issue de la période de garantie de parfait achèvement de l'installation.

La réunion d'enclenchement (T0) sera programmée dans les 15 jours ouvrés suivant la notification du marché.

La durée de la mission du CSPS se conformera aux durées prévisionnelles des différentes phases du projet, définies au chapitre 5.2.

En cas d'arrêt de chantier, une suspension temporaire de la mission peut être notifiée au Titulaire sans que cela impacte le montant global forfaitaire du marché qui sera versé sur situation d'avancement de travaux.

La suspension et / ou la remobilisation du CSPS seront alors réalisées par lettre RAR avec un délai de prévenance de 1 mois.

En cas de prolongation de la phase Réalisation (option 1), la mission pourra être prolongée pour une durée de trois fois 6 mois sur la base des tarifs définis dans le DPGF (option 2, 3 et 4).


Chaque option pourra être levée par courrier recommandé signé par un représentant dûment habilité du CEA notifié au Titulaire avec un délai de prévenance de 1 mois.

Les prestations du CSPS seront rémunérées par application d'un prix global et forfaitaire suivant les dispositions définies dans le marché.

## 10 LIVRABLES

Les principaux livrables attendus pour la prestation du présent cahier des charges sont les suivants :

Tranche Ferme : Phase conception	Livable	Echéance	Nombres
	RJC	Sous 3 jours ouvrés à partir de la réunion d'enclenchement	1 extrait des mises à jours chaque mois
	Analyse du projet en conception	Sous 10 jours ouvrés après réception des données d'entrée	1 livrable sur APD
	DIUO	En fin de phase de conception : sous 1 mois à compter de la fin des études de conception En fin de phase EXE : sous un délai de <b>1 mois</b> à compter de la fin des études d'exécution,	1 livrable fin APD 1 livrable fin EXE

 Direction des énergies Direction de l'ingénierie et de la maîtrise d'œuvre projet Ligne projet bâtiments et infrastructures Projet SAFETY	Classement <b>1.2.02</b>	Page 29/33
	Référence : <b>SFT-CEA-QSSE-CDC-APD-001</b>	Indice <b>A</b>

	Analyse du projet d'organisation du chantier	Sous 10 jours ouvrés après réception des données d'entrée	1 livrable sur ACT
	PGCSPS	Sous 10 jours ouvrés après réception des données d'entrée	1 livrable fin APD
	Livrable	Echéance	Nombres
Tranche optionnelle 1 : Réalisation (30 mois)	Rapport Mensuel d'activité reprenant les prestations du §9.2.2	Dans les 3 jours ouvrés suivant le mois écoulé	1 / mois en phase réalisation
Tranche optionnelle 2 : Réalisation (prolongation 6 mois)			
Tranche optionnelle 3 : Réalisation (prolongation 6 mois)			
Tranche optionnelle 4 : Réalisation (prolongation 6 mois)			

## 11 MODALITES D'EXECUTION DE LA PRESTATION

### 11.1 AUTORITE DEVOLUE AU TITULAIRE


Le Titulaire sera le seul interlocuteur vis-à-vis des différents intervenants sur le chantier, en matière de coordination de la sécurité et de la santé.

Le marché lui donne l'autorité nécessaire à l'organisation et à la mise en œuvre de la coordination des activités simultanées et successives des différentes entreprises présentes concomitamment sur le chantier de manière à assurer la sécurité des travailleurs.

À cette fin, le Titulaire veillera scrupuleusement à l'application des mesures de coordination qu'il a définies dans le PGCSPS. Il devra notamment prescrire ces mesures aux entreprises intervenantes et rappeler à l'ordre celles qui y contreviendraient.

En cas de non-respect de ces mesures par l'une des entreprises, le Titulaire devra en informer immédiatement le PO. Le rappel à l'ordre peut prendre la forme d'observations ou d'injonctions adressées à l'entreprise (et faisant l'objet d'une notification dans le RJC ; les observations ou les injonctions qui seraient faites aux sous-traitants doivent être adressées également par le CSPS au Titulaire du marché TCE et au MOE).

Au cours de la surveillance du chantier, en cas de non-respect par l'une des entreprises intervenantes des règles qu'il a édictées ou en cas de contestation, et outre les injonctions correspondantes portées sur le Registre Journal, le Titulaire est habilité à ordonner l'interruption des travaux en cas de danger, et devra immédiatement informer le PO et lui fournir

 Direction des énergies Direction de l'ingénierie et de la maîtrise d'œuvre projet Ligne projet bâtiments et infrastructures Projet SAFETY	Classement <b>1.2.02</b>	Page 30/33
	Référence : <b>SFT-CEA-QSSE-CDC-APD-001</b>	Indice <b>A</b>

les raisons pour lesquelles il a pris cette décision, sans que cela ne décharge les autres intervenants de cette mission (de ce rôle) (conformément à l'article L. 4532-6 du Code du Travail).

Le Titulaire veillera, avec diligence, à ce que les entreprises qui sont à l'origine de l'arrêt des travaux prennent les mesures nécessaires dans le délai décidé lors de l'établissement du constat avec le pilote responsable de l'arrêt. Cet écart devra faire l'objet d'un compte rendu de visite sécurité (CRVS) dont le modèle sera imposé par le CEA.

Il ordonnera leur reprise une fois que les mesures destinées à faire cesser ce danger seront mises en place. D'une manière générale, le Titulaire devra rendre compte au PO de toutes difficultés rencontrées dans l'exécution de sa mission.

## 11.2 LIEU D'EXECUTION DE LA PRESTATION ET HORAIRES DE TRAVAIL

### 11.2.1 LIEU D'EXECUTION ET ACCES

La prestation sera réalisée sur le site du CEA de CADARACHE.

L'ensemble de la prestation est effectué sous l'entière maîtrise et responsabilité du Titulaire que ce soit lors d'un déplacement, dans ses locaux ou ceux du CEA.

Les conditions d'accès sur les Centres CEA sont réglementées. L'accueil du personnel du Titulaire s'effectuera conformément aux dispositions des procédures d'accès aux centres CEA.

Les conditions d'accès et de travail d'une entreprise extérieure détentrice d'un marché sur le site de CADARACHE sont réglementées.

Le CSPS sera tenu de se conformer à l'ensemble des règles et consignes applicables sur le site de CADARACHE.

Le CSPS conception accèdera au site avec un badge journalier et fera une demande d'autorisation d'accès au minimum 7 jours calendaires avant sa visite. Il procédera aux formalités sécurité nécessaires à ses interventions au sein de l'installation concernée (DOT, plan de prévention, accueil sécurité).

Le CSPS réalisation effectuera toutes les démarches nécessaires à l'obtention des autorisations d'accès pour toute la durée des travaux. Au démarrage des travaux, le CSPS réalisation devra avoir obtenu ses accès sur le site de CADARACHE.


### 11.2.2 MOYENS

Pour la phase réalisation, un bureau équipé d'une armoire sera mis à la disposition du CSPS réalisation au sein de la base vie sur le chantier.

Le CSPS réalisation devra disposer de **ses propres moyens informatiques** nécessaires à l'accomplissement de sa mission : ordinateur, logiciels, imprimante, accès à Internet.

### 11.2.3 HORAIRES DE TRAVAIL

Concernant les horaires de travail, le Titulaire est tenu d'exécuter sa prestation dans les limites contractuelles, en respectant le cadre législatif et réglementaire (*notamment le Code du Travail*) ainsi que les dispositions mentionnées dans les procédures et les règles applicables du CEA/CADARACHE (*Règlement intérieur, Règles Générales de Radioprotection, etc.*). Ces documents sont tenus à disposition du Titulaire par le CEA.

 Direction des énergies Direction de l'ingénierie et de la maîtrise d'œuvre projet Ligne projet bâtiments et infrastructures Projet SAFETY	Classement <b>1.2.02</b>	Page 31/33
	Référence : <b>SFT-CEA-QSSE-CDC-APD-001</b>	Indice <b>A</b>

Les prestations se déroulent pendant les heures normales de travail (7h55 – 16h35) et les jours ouvrés. Cependant, à la demande expresse du CEA, elles pourront être adaptées à l'activité du chantier sur une plage horaire ne dépassant pas l'horaire suivant : 7h00 à 19h00.

Les interventions qui seraient nécessaires en dehors de ces créneaux feront l'objet d'un devis complémentaire établi sur la base des taux définis dans le BPU.

Les jours de fermeture du centre CEA de CADARACHE pourront être communiqués au Titulaire sur simple demande auprès de l'interlocuteur commercial CEA.

### 11.3 SOUS-TRAITANCE

Conformément aux textes réglementaires en matière de coordination SPS précités à l'article 2.1, il est rappelé que la sous-traitance n'est pas autorisée.

## 12 MODALITES DE SUIVI DE LA PRESTATION

### 12.1 REUNION D'ENCLenchement DU MARCHÉ

La réunion d'enclenchement est organisée par le CEA (durée estimée 2h).

Lors de cette réunion, le CEA présente ou rappelle notamment :


- Les dispositions générales de sécurité / environnement ;
- Le contexte global de la prestation, le planning associé, le déroulement attendu de la prestation, les modes de fonctionnement associés ;
- Les processus, cadres et formats documentaires applicables au projet, les règles d'identification et de diffusion des documents ;
- Son organisation (SRTM et/ou projet(s)) ;
- Les documents et fichiers nécessaires au démarrage de la prestation (sous format informatique).

Cette liste est non exhaustive.

Le Titulaire prévoit un support de présentation comprenant notamment :

- Un rappel des dispositions générales applicables au marché (PAQSE, en particulier procédures de management et procédures QSE applicables, méthodologies, guides, ...) ;
- Un rappel des exigences principales de la commande ;
- L'organigramme nominatif de l'équipe de prestation mise en place ;
- Une synthèse des données d'entrée existantes / attendues, le planning associé ;
- La planification de la production des livrables avec la désignation nominative des responsables ainsi que les échéances ;
- Le PAQSE et les procédures associées.

Cette réunion vise à finaliser le référentiel de la prestation qui sera ensuite examiné / amendé périodiquement lors des réunions d'avancement.

 Direction des énergies Direction de l'ingénierie et de la maîtrise d'œuvre projet Ligne projet bâtiments et infrastructures Projet SAFETY	Classement <b>1.2.02</b>	Page 32/33
	Référence : <b>SFT-CEA-QSSE-CDC-APD-001</b>	Indice <b>A</b>

Le CEA rédige le compte-rendu de réunion (CR avec référence pour la présente réunion). Le Titulaire dispose d'un délai de 10 jours ouvrés à réception pour émettre ses commentaires (sans retour particulier, le CR est accepté en l'état).

Les éventuelles actions seront suivies au travers d'un outil type RIDA (Relevé d'Informations Décisions Actions) mis en place dès l'enclenchement pour le suivi des différentes réunions de la prestation (pilotage CEA).

## 12.2 REUNIONS D'AVANCEMENT

Le Titulaire s'engage à rédiger et envoyer au CEA un rapport mensuel d'activité.

Une réunion de suivi aura lieu tous les mois (durée estimée 2 heures) afin d'aborder les points techniques et contractuels en lien avec la prestation. Les réunions sont tenues sur la base d'une présentation PowerPoint associée à un tableau de bord préparée par le Titulaire, à transmettre au CEA trois jours ouvrés avant la réunion. La fréquence des réunions peut être modifiée en fonction de l'avancement de la prestation.

Des réunions exceptionnelles peuvent être ajoutées selon les besoins.

Seul le pilote de prestation est requis en base pour cette réunion d'avancement. D'autres intervenants peuvent se joindre à la réunion selon les sujets abordés et / ou selon une périodicité à déterminer en réunion d'enclenchement (par ex trimestriellement).

Le Titulaire rédige le compte-rendu de réunion et le soumet à l'approbation du CEA sous 5 jours ouvrés. Le CEA dispose de 10 jours ouvrés pour faire part de ses observations éventuelles. Sans retour particulier, le CR est accepté en l'état.

## 12.3 REUNION DE CLOTURE DE LA PRESTATION

Une réunion de clôture est organisée en fin de prestation.

Le Titulaire prévoit un support de présentation comprenant notamment :


- Un rappel des exigences principales de la commande (techniques et contractuelles) ;
- Une description de la démarche mise en œuvre pour répondre aux objectifs ;
- L'état des décomptes définitifs ;
- Une synthèse des points durs, faits marquants, ... ;
- Une évaluation de l'atteinte des objectifs au regard des indicateurs QSSE ;
- Son retour d'expérience sur la prestation ;
- Le dossier complet des livrables exécutés.

Le Titulaire remet en séance un dossier informatique comprenant l'ensemble des livrables émis pendant la prestation (y compris au format natif), respectant un plan de classement préalablement défini et validé par le CEA.

Le CEA formule quant à lui un retour global sur le déroulé de la prestation.

Le Titulaire rédige le compte-rendu de réunion et le soumet à l'approbation du CEA sous 5 jours ouvrés ; le CEA dispose de 10 jours ouvrés pour faire part de ses observations éventuelles. Sans retour particulier, le CR est accepté en l'état.



 Direction des énergies Direction de l'ingénierie et de la maîtrise d'œuvre projet Ligne projet bâtiments et infrastructures Projet SAFETY	Classement <b>1.2.02</b>	Page 33/33
	Référence : <b>SFT-CEA-QSSE-CDC-APD-001</b>	Indice <b>A</b>

### 13 ASSURANCE DE LA QUALITE

Le Titulaire outre ses propres certifications, prendra en compte les exigences des référentiels liés à ces certifications dans la réalisation de la mission qui lui est confiée. Il s'impliquera et participera activement dans la démarche.

Le Titulaire devra justifier de l'existence effective d'un système de management intégré certifié selon les dispositions de la norme ISO 9001 couvrant la mission objet du présent CDC.

Le Titulaire mettra en place une organisation de la qualité, de la sécurité et du respect de l'environnement spécifique aux prestations à réaliser conformément aux normes ISO 9001 et ISO 14001.

Le Titulaire s'appropriera les programmes de management environnemental (démarche ISO 14001) et sécurité que lui transmettra le CEA pour l'exécution de sa mission.

Dans le cadre de son offre, le soumissionnaire présente :

- Une copie des certifications qualité sécurité environnement dont il dispose,
- Un PAQSE Plan d'Assurance Qualité Sécurité Environnement préliminaire adapté à la prestation (comprenant notamment l'organigramme fonctionnel mis en place **pour assurer l'exécution complète du marché**),
- La liste des procédures, modèles, tableau de suivi et autres documents qu'il compte établir pour maîtriser sa mission et pour en couvrir tous les aspects, incluant les enregistrements relatifs à la qualité.

À la réunion d'enclenchement de la prestation, le Titulaire doit fournir :

- Son PAQSE conforme à l'organisation mise en place,
- La liste des procédures, les modèles, tableau de suivi et autres documents,
- Les certificats de compétence et d'actualisation et CV nominatifs du titulaire et du ou des suppléants justifiant de l'expérience requise.

Le CSPS doit se conformer aux exigences du PO, en ce qui concerne le formalisme des documents, les trames et le processus d'identification de ses actes de contrôle.